

505 LH 23h /13

5h41

(19h1, h3)

Organisation de transports par trains complets (wagons de grande capacité) par un organisme allemand.-

Note de la W.V.D. à la S.N.C.F.	22. 3.41
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	4. 4.41
Note de la V.W.D. Paris à la SNCF	5. 5.41
Entretien M.T.P. - W.V.D. (memento)	28. 5.41
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	9. 7.41
Note du service de liaison SNCF-W.V.D. Brux.	15. 7.41
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	12. 8.41
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	3. 9.41
Note de la Délég. Française	18. 5.43
Notification à la SNCF	31. 5.43

travaux de M. Deubelot

M E M E N T O

de mon entretien avec M. le Président M I C H E L

le 28.5.41

--

en présence de M. BARNAUD, délégué général à l'Economie et de
M. le Conseiller ministériel SUSSDORF.

Questions intéressant la S.N.C.F.

Question II.- Fourniture de combustibles de traction et d'huiles
de graissage pour les transports du programme allemand
d'importations de phosphates et de minerais.

| Question III.- Wagons de grande capacité.

Question IV .- Relèvement des tarifs des chemins de fer

Question V .- Remboursement des transports militaires allemands.

Paris, le 28 mai 1941.

QUESTION III - Wagons de grande capacité.

J'expose les difficultés créées par la décision prise par la W.V.D. d'interdire le marquage aux lettres S.G.W. des wagons de grande capacité, et par les réquisitions que semblent vouloir faire les autorités allemandes au bénéfice de Roechling.

J'explique que nous ne nous refuserions certainement pas à examiner avec les autorités allemandes le meilleur moyen d'utiliser le parc total des wagons de grande capacité au mieux des intérêts franco-allemands, une telle méthode étant bien préférable, pour les deux parties, aux méthodes actuellement suivies.

Il est convenu que M. CLAUDON remettra dès que possible une note à ce sujet à M. le Conseiller SUSSDCRF.

signé: BERTHELOT.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

3 septembre 1941

Mb 12.114.470/2
20

D 121.041/11

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre lettre SA 486 du 12 août et à ma réponse, même référence que la présente, en date du 24 août, j'ai l'honneur de vous faire connaître l'état des négociations en cours entre la S.G.W. et les Organismes allemands au sujet de la répartition et de l'exploitation des wagons de grande capacité.

Marquage des wagons

La S.G.W. a dû signaler plusieurs fois à la W.V.D. de PARIS que les Autorités allemandes avaient enlevé à certains wagons leurs inscriptions françaises et les avaient remplacées par des inscriptions allemandes dont elle a demandé la disparition.

D'autre part, le représentant de l'Einsatzstelle de SARREBRUCK, l'O.R.R. THOMA, a demandé la suppression des inscriptions S.G.W. sur les wagons à minerais dont la S.G.W. a la gérance et qui doivent être exploités par la Wagengemeinschaft B-S. Cette demande a été reprise dans la lettre du Général KDH L.

De son côté, la S.G.W. a insisté pour son maintien et, lors d'une Conférence qu'il a eue le 22 août avec l'O.R.R. THOMA, son Président a encore fait valoir la nécessité de cette inscription qui ne peut en rien gêner l'utilisation de ces wagons par les Organismes allemands.

Répartition et utilisation des wagons

La répartition doit porter sur les wagons à minerais. Elle est en cours mais n'est pas encore achevée entre les divers groupes. Une fois faite, les wagons seront attribués à la Wagengemeinschaft-B-S, porteront la marque B-S et seront répartis, les wagons d'usines à leurs usines mères, les wagons de Sociétés de location entre divers centres, SARREBRUCK, UCKANGE, AZINCOURT, LONGWY, BARONCOURT.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
Direction Générale des Transports,
Service Technique, 5ème Bureau.

La Wagengemeinschaft B-S se réserve le soin de composer les rames avec ces wagons et demande que rien ensuite ne soit modifié sans son assentiment. La S.G.W. a essayé d'obtenir plus de souplesse dans l'utilisation des wagons, en respectant, bien entendu, la répartition entre les groupes, mais il est probable qu'il faudra, pour l'obtenir, attendre que naissent des difficultés d'exploitation.

Exploitation

La Wagengemeinschaft B-S demande à la S.G.W. d'entretenir les wagons français. Cette Société y a consenti, en principe, sous diverses réserves, notamment concernant la prise en location des wagons par la Wagengemeinschaft B-S. Cette prise en location est d'autant plus urgente que la suppression de l'application des tarifs français sur les lignes de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin rend impossible la rémunération des propriétaires français conformément à l'article 5 de l'arrêté de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications du 30 décembre 1940.

Des promesses ont été faites par la lettre de M. le Général KOHL et elles ont été renouvelées au cours de l'entretien du 22 courant. Il faut espérer que leur réalisation ne tardera pas trop.

Un projet de contrat d'entretien des wagons a été envoyé le 6 juillet à la Wagengemeinschaft B-S ; la S.G.W. n'en a aucune nouvelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS.

mr

W.V.D. PARIS
Division des Chemins de fer
S V4 Vwvr

Paris, le 5 mai 1941

OBJET : Wagons de grande
capacité

COPIE

W 4258 a

S.N.C.F.

Service Central du Mouvement
8, rue de Londres

PARIS

La R.B.D. de Sarrebruck nous informe que de nombreux wagons français de grande capacité ont été, pendant leur séjour sur les lignes françaises, marqués des lettres "S.G.W.". Suivant les renseignements fournis par la S.G.W., cette mesure a été prise à la suite d'instructions données par la S.N.C.F.. La W.V.D. de Paris vous demande de lui faire savoir aussitôt pour quelle raison la S.N.C.F. n'a pas fait connaître ces instructions à la W.V.D. de Paris.

Ainsi que la S.N.C.F. le sait, la W.V.D. de Paris a été chargée, en sa qualité d'Administration gérante, de la répartition des wagons français de grande capacité. La W.V.D. de Paris vous demande de cesser immédiatement d'apposer la marque "S.G.W." sur les wagons français de grande capacité afin de ne pas anticiper sur la répartition des wagons. La W.V.D. de Paris vous demande, d'autre part, de lui soumettre dans le plus bref délai possible, une liste des wagons déjà munis de la marque "S.G.W.".

Signé : DAUB.

5441

Liaison S.N.C.F. W.V.D. BRUXELLES

n° LB 372

Bruxelles, le 15 juillet 1941

n° 841

C O P I E

Conc. Application de la loi du
15 octobre 1940 sur les wagons
de grande capacité

--
D 121041/11

Monsieur le Directeur Général

S.N.C.F. - PARIS

Par lettre D 121041/11 Mb 12.114.470/2/4 du 28 juin dernier, vous avez demandé à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications d'intervenir auprès des autorités d'occupation pour que la loi du 15 octobre 1940 sur les wagons de grande capacité soit reconnue comme valable dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Or, M. HAIDER, Referent 7 de la W.V.D. de BRUXELLES, qui avait soulevé cette question à la Conférence du 11 juin 1941 m'a fait savoir, à la suite d'une démarche faite auprès de la Militärverwaltung-BRUXELLES, que celle-ci a été, antérieurement à la publication de la loi, mise au courant par la Militärverwaltung de PARIS et que c'est en accord avec elle que la Militärverwaltung-PARIS a donné son approbation au projet de la loi du 15 octobre 1940.

La loi du 15 octobre 1940 est donc reconnue par la Militärverwaltung de BRUXELLES comme valable dans les deux départements Nord et Pas-de-Calais.

Ce renseignement m'a été confirmé par le Capitaine STEINBRINCK lui-même et son collaborateur M. STENGER, qui assistait à la Conférence du 11 juin. M. STENGER m'a précisé d'autre part, que la nouvelle "Wagengemeinschaft" qui vient d'être créée à BRUXELLES (groupe pour la BELGIQUE et le Nord de la FRANCE de la "Wagengemeinschaft-SAARBRUCKEN") n'étendra pas, en fait, son activité au Nord de la FRANCE et, conformément à la loi du 15 octobre 1940, y laissera la S.G.W. entièrement libre de disposer des wagons particuliers.

signé : ADAM, Ingénieur Principal.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 121041/14

le 4 avril 1941.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'au cours d'une réunion qui s'est tenue le 22 écoulé au Service Central du Mouvement, pour la mise au point du programme des transports de houille, coke et minerais par trains complets pour le mois d'avril 1941, l'Ober-Reuchsbahnrat THOMA de la Reichsbahn Direktion de Sarrebrück a fait les déclarations suivantes :

"Le trafic par trains complets sera dorénavant assuré sous le contrôle d'un Organisme chargé de l'affectation des wagons de grande capacité qui vient d'être créé et aura son siège à Sarrebrück; tous les wagons de grande capacité appartenant aux Sociétés de Location, Mines, Usines, S.N.C.F. seront affectés par cet Organisme dans lequel seront représentés la W.V.D.Bruxelles et la R.B.D. Sarrebrück et qui fonctionnera à partir du 1er avril 1941.

"C'est lui qui, à l'avenir, prendra l'initiative de proposer les réunions mensuelles pour l'établissement des programmes de circulation et de rotation des rames utilisées à ce trafic".

Monsieur PLOUVIEZ, Chef de la 2^e Division du Service Central du Mouvement, président la séance, demanda à l'O.R.R. THOMA de préciser si l'activité du nouvel organisme allemand devait porter uniquement sur les trafics qui se font à cheval sur la frontière et fit remarquer qu'il serait logique de laisser à la S.N.C.F. et à la S.G.W. l'organisation des trafics intérieurs à la France et la gérance des wagons qui y sont affectés.

L'O.R.R. THOMA a répondu que cet organisme établirait les programmes, non seulement pour les transports qui franchissent la frontière, mais aussi pour ceux qui se font entre les Bassins du Nord et du Pas-de-Calais et le Bassin de Briey.

M. PLOUVIEZ a aussitôt fait observer que cette conception était contraire à la loi du 15 octobre 1940 qui met à la disposition de la S.N.C.F. tous les wagons de grande capacité immatriculés par elle et lui permet de confier l'exploitation du parc de ces wagons à une Société dont la constitution et les statuts ont été soumis à votre haute approbation.

Cette Société a été créée et s'appelle la "Société de Gérance des Wagons de grande capacité" (S.G.W.) - son fonctionnement a fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 30 décembre 1940.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

La S.N.C.F. ne pouvant, sans protester, se laisser dessaisir des prérogatives qui lui ont été conférées par la loi, M. FLOUVIEZ a expressément demandé qu'il soit pris note de ces réserves, dont acte lui a été donné par l'O.R.R. THOMA, ce dernier déclarant qu'il n'avait pas qualité pour discuter de la question de principe.

Nous avons d'ailleurs reçu, sur le même sujet, la lettre, dont copie ci-jointe, de la W.V.D. Paris.

J'ai tenu à vous mettre au courant des déclarations de principe faites par le représentant de la R.B.D. Sarrebrück et la W.V.D. Paris.

Des conversations que nous avons eues en dehors de la séance, il résulte que la thèse des Allemands est la suivante :

"Tout le matériel de Chemin de fer en zone occupée est à la disposition du "Transportchef".

"Celui-ci a le droit de l'affecter à sa convenance".

J'ai l'honneur de vous proposer d'intervenir pour que la S.N.C.F. et la S.G.W. conservent la Direction et l'organisation des trafics qui, à un moment quelconque, circulent sur le territoire français ou tout au moins sont originaires de bassins miniers (charbon et minerais de fer) français, en collaboration, d'ailleurs avec l'organisme de Sarrebrück, lorsqu'ils circulent sur une partie de leur parcours, en Alsace-Lorraine ou en Allemagne.

L'exécution des programmes et le contrôle de cette exécution étant faite sur le terrain par des agents S.N.C.F. et des agents de la S.G.W., il nous paraît nécessaire que l'élaboration des programmes continue à nous être confiée.

J'ajoute que les Allemands n'ont fait aucune objection, au contraire, à la présence de fonctionnaires S.N.C.F. à leur réunion mensuelle d'élaboration des programmes. Ils ont même répondu qu'ils nous y inviteraient.

Mais ceci n'est qu'une solution provisoire et il est nécessaire que la question de fond soit réglée par accord entre votre Département Ministériel et les Autorités allemandes compétentes.

J'annexe également un exemplaire du memento qui a été établi à l'issue de la réunion du 22 mars.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Administration des Chemins de fer

31 MAI 1943

Secrétariat

Le Ministre

à M.le Président du G.A. de la S.N.C.F.

Wagons particuliers à
grande capacité - Utili-
sation par certains
Organismes allemands

J'ai l'honneur de vous adresser à titre d'information copie d'une lettre en date du 18 mai 1943 envoyée par le Président de la Délégation française au Président de la Délégation allemande d'armistice pour l'Economie, concernant les difficultés résultant de l'utilisation par certains organismes allemands de wagons particuliers à grande capacité appartenant à des sociétés françaises.

(s) BARINCOU

Délégation française auprès de
la Délégation allemande d'armistice
pour l'Economie

18 MAI 1943

Le Président de la Délégation
française

à Monsieur KEMEDEN
Ministre Plénipotentiaire - Président
de la Délégation allemande d'Armistice
pour l'Economie

Monsieur le Ministre,

Par lettre citée en référence, j'ai eu l'honneur d'attirer votre haute attention sur les difficultés résultant de l'utilisation par certains organismes allemands de wagons particuliers à grande capacité appartenant à des sociétés privées du Nord et de l'Est de la France.

Je vous exposais dans cette lettre, pour laquelle à ce jour la Délégation française n'a pas obtenu de réponse, les deux sortes de difficultés qui se présentaient dans cette organisation, difficultés d'ordre juridique avec leurs conséquences financières et difficultés d'ordre technique.

Actuellement les difficultés d'ordre technique peuvent être considérées comme réglées et la Délégation française prend acte avec satisfaction de l'accord intervenu tant en ce qui concerne l'entretien du matériel que pour le marquage des wagons. Sur ces deux points, la Société de Gérance française a obtenu satisfaction.

Au point de vue juridique, en ce qui concerne les wagons loués directement par la S.G.W. aux Comptoirs allemands ("Mietwagen") la Société de Gérance perçoit maintenant régulièrement les redevances afférentes à ces locations.

En ce qui concerne les autres wagons, ils sont portés "Feindwagen" par les autorités allemandes et assimilés aux propriétés ennemies justiciables de la loi allemande du 15 janvier 1940. Or, la lettre du 1er juillet 1941 adressée par le Général KOHL à la Délégation française pour les Communications (lettre dont je vous prie de vouloir bien trouver ci-joint copie) prévoit une exception à cette ordonnance tant en ce qui concerne le paiement des redevances de location que pour le transfert d'Allemagne en France du montant de ces locations.

Or, par lettre du 27 octobre 1942, dont je vous prie de bien vouloir trouver copie ci-jointe, l'Einsatzstelle de Saarbrücken a fait connaître qu'il ne pouvait être question pour le moment d'un transfert aux propriétaires français des locations pour les wagons dits "Feindwagen" et que ce transfert ne serait vraisemblablement possible qu'après la conclusion d'un traité de paix avec la France.

En raison du préjudice considérable qui serait causé de ce fait aux propriétaires des wagons particuliers à grande capacité, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir intervenir auprès du Dr Velmer pour que cette question soit réglée conformément aux assurances données par le Général Kohl dans sa lettre du 1er juillet 1941.

Veuillez agréer,...

(s) de BOISANGER

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Mb 12.114.470/2
13

9 juillet 1941

D 121.041/11
D 121.041/15

C O P I E

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de porter à votre connaissance les dispositions prises par les Autorités allemandes en vue d'assurer, au moyen de wagons de grande capacité, l'exploitation des Mines et Usines de Lorraine, Moselle, Sarre, Belgique et Luxembourg, et je vous ai signalé les difficultés que rencontrait, de ce fait, la S.G.W. pour gérer le matériel qui lui a été remis en vertu de la loi du 15 octobre 1940.

Une note, remise à vos Services le 26 mai, a fait le point de la question et précisé les rôles de l'Einsatzstelle-Sarrebrück et des "Wagengemeinschaften" tels qu'ils nous étaient connus.

La S.G.W. nous informe que plusieurs entreprises métallurgiques ou minières du Nord de la France viennent de recevoir de Sidenor des demandes de renseignements concernant l'organisation et le fonctionnement de la S.G.W. ; Sidenor précise que ces renseignements sont demandés en vue de la création pour le Nord de la France d'une filiale de la Wagengemeinschaft Bruxelles-Sarrebruck (W.B.S.).

Il ressort des attributions mêmes de la W.B.S. et de ses filiales que la création d'une ou plusieurs d'entre elles sur le territoire français est en contradiction formelle avec la loi du 15 octobre 1940. Cette loi confie, en effet, à la S.N.C.F., l'exploitation du parc de tous les wagons de grande capacité immatriculés par la S.N.C.F., cette exploitation étant elle-même recédée à une Société de Gérance (S.G.W.) en vertu de l'article 3 de ladite loi.

Peut-être est-il possible d'admettre que la présence d'organismes allemands de contrôle et de répartition du matériel roulant dans les zones dont l'accès est interdit au personnel français présente un certain intérêt (cas des usines de la Moselle et de la Sarre) ; par contre, il n'en va pas du tout de même en Meurthe-et-Moselle et dans les départements du Nord de la France où le personnel français peut accéder et effectuer lui-même les travaux nécessités par la loi du 15 octobre.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître vos instructions à ce sujet et je me permets de vous rappeler à ce propos ma lettre Mb 12.114.470/2/4 du 28 juin 1941 dans laquelle je vous informais que la W.V.D. Bruxelles ne reconnaissant pas valable, pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais, cette loi du 15 octobre qui n'avait pas été soumise à l'approbation du Militärbefehlshaber in Belgien. Ces deux affaires me semblent liées l'une à l'autre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS.

W.V.D. PARIS

Division Chemin de fer
S V 4 Wwvr

Paris, le 22 mars 1941.

C O P I E

OBJET : Affectation des wagons de grande capacité à la
S.N.C.F.

A la S.N.C.F.

Service Central du Mouvement, PARIS

8, rue de Londres

à la Société de Gérance des Wagons de Grande Capacité
PARIS

60, rue Saint-Lazare.

En vue de l'affectation des wagons de grande capacité (minerais, charbons, coke) nécessaires au trafic entre les territoires de la Sarre, du LUXEMBOURG, de la Lorraine, de la Meurthe-et-Moselle, de BRIEY, de la BELGIQUE, du Bassin de LILLE, il a été créé un organisme ayant son siège à SARREBRUCK.

Cet organisme représente la W.V.D. BRUXELLES pour les territoires Meurthe-et-Moselle, BRIEY, Bassin de LILLE et la BELGIQUE. Les demandes qui en émanent sont de caractère obligatoire au même titre que celles émanant des W.V.D.

signé: MUNZER